

DIFFUSION RESTREINTE

TD_KIGALI_1994_00078.txt

Wed May 20 21:17:56 2020

1

A7000000015026D146004E-141\000=3-DS

-4DAM

-2MDH 2SAH 2CEL CM5 CMB 2STR 3NU 2DJ 2DIP

- DIFF PR3 PR4 PR5

TD KIGALI 78

LE 25 JANVIER 1994

KGLI LE 25/01/94 A 15H20

URGENT

CHIFFRE DIFFUSION RESTREINTE

ORIGINE : L'AMBASSADEUR

NB : DISTRIBUTION SERVICES

AD DIPLOMATIE 78

CQ MINDEFENSE PARIS 15

CQ ACTION HUMANITAIRE 7

CQ DFRA NEW YORK 13

NB : DAM - GEL - SAH - PR4 - PR5 - CMB - CM5 - NU

NB : ACTION HUMANITAIRE : MDH

NB 260800

==RT SELECTION==

RT DIPLO NANTES

TXT

CQ MINCOOP PARIS 36

CQ ARMEES PARIS 13

CQ BUJUMBURA 15

RT DIPLO PERSONNEL

OBJET : VISITE AU RWANDA DU MINISTRE DELEGUE A L'ACTION
HUMANITAIRE ET AUX DROITS DE L'HOMME : ASPECTS
POLITIQUES.

RESUME : LA VISITE AU RWANDA DU MINISTRE DELEGUE INTERVIENT
ALORS QUE LES INSTITUTIONS DE LA TRANSITION NE SONT TOUJOURS PAS EN
PLACE. OUTRE SON ASPECT HUMANITAIRE, ELLE DOIT NOUS PERMETTRE
D'APPELER A UNE MISE EN OEUVRE RAPIDE DES ACCORDS D'ARUSHA.

--O--

TEXTE : LA VISITE AU RWANDA DE MME MICHAUX-CHEVRY EST LE
PREMIER DEPLACEMENT D'UN MINISTRE FRANCAIS DANS CE PAYS DEPUIS
PRESQUE UN AN. AUCUN MEMBRE DU GOUVERNEMENT NE S'EST EN EFFET RENDU
A KIGALI DEPUIS M. DEBARGE, ALORS MINISTRE DE LA COOPERATION, EN
FEVRIER 1993. C'EST AUSSI LE PREMIER DEPLACEMENT MINISTERIEL AU
RWANDA D'UN PAYS OBSERVATEUR DEPUIS LA SIGNATURE DE L'ACCORD DE PAIX
A ARUSHA, LE 4 AOÛT DERNIER.

CETTE VISITE INTERVIENT DANS UN CONTEXTE D'INCERTITUDE. SI LE
PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE A PRETE SERMENT LE 5 JANVIER DERNIER DANS
LES FORMES REQUISES PAR L'ACCORD DE PAIX, LES AUTRES INSTITUTIONS DE
LA TRANSITION, NOTAMMENT L'ASSEMBLEE NATIONALE ET LE GOUVERNEMENT,
NE SONT TOUJOURS PAS EN PLACE.

AUCUN ACCORD N'A EN EFFET ETE TROUVE POUR L'INSTANT SUR LA
PARTICIPATION DE 2 DES PRINCIPAUX PARTIS POLITIQUES, LE MDR ET LE
PARTI LIBERAL. AU MDR, LE CONFLIT OPPOSE M. TWAGIRAMUNGU, FUTUR
PREMIER MINISTRE DU PROCHAIN GOUVERNEMENT (APPUYE PAR TOUS LES
MEMBRES MDR DE L'ACTUEL GOUVERNEMENT) A UNE FRACTION DE SON PROPRE
PARTI QUE TOUS LES OBSERVATEURS S'ACCORDENT A RECONNAITRE COMME
LARGEMENT MAJORITAIRE. LE PROBLEME PORTE SUR QUELQUES SIEGES A
L'ASSEMBLEE NATIONALE ET PLUS ENCORE SUR LES PORTEFEUILLES
MINISTERIELS, QUE LE FUTUR PREMIER MINISTRE ENTEND TOUS RESERVER A
SES PROPRES PARTISANS. AU PL, LE DESACCORD CONCERNE A LA FOIS LA
REPARTITION DES PORTEFEUILLES ET LA DESIGNATION DES DEPUTES, LE
PRESIDENT DU PARTI OPPOSANT A LA LISTE DES DEPUTES QUI AVAIT ETE
ARRETEE DEBUT SEPTEMBRE UNE NOUVELLE LISTE. A LA DIFFERENCE DU MDR,
LE CONFLIT A PRIS AU PL UN TOUR NETTEMENT ETHNISTE, LE PRESIDENT
HUTU S'OPPOSANT A LA MAJORITE TUTSI DE SON PARTI.

LA COMPLEXITE ET L'APRETE DES OPPOSITIONS TIENNENT POUR UNE
PART A LEUR DOUBLE DIMENSION. IL S'AGIT DE CONFLITS DE PERSONNES,
DANS UNE COURSE AUX PORTEFEUILLES OU LES INTERETS PRIVES, LES
OPPOSITIONS ETHNIQUES ET REGIONALES, JOUENT UN ROLE DETERMINANT. PAR
AILLEURS, LE DEBAT OPPOSE LE PRESIDENT HABYARIMANA AU FPR, BIEN QUE

DIFFUSION RESTREINTE

243

DIFFUSION RESTREINTE

TD_RIGALI_1994_00078.txt

Wed May 20 21:17:56 2020

2

L'UN COMME L'AUTRE AFFECTENT DE SE PLACER AU-DESSUS DE LA MELEE. L'ENJEU EST DE SAVOIR SI LE CHEF DE L'ETAT DISPOSERA AU SEIN DES INSTITUTIONS D'UNE MINORITE DE BLOCAGE D'UN TIERS LUI PERMETTANT DE FAIRE ECHEC A DES DECISIONS QUI LUI SERAIENT TROP DEFAVORABLES ET SURTOUT A SA MISE EN ACCUSATION, QUI AUX TERMES DES ACCORDS PEUT ETRE DECIDEE PAR L'ASSEMBLEE A LA MAJORITE DES DEUX TIERS.

LES TENTATIVES DE PRESSION INTERNATIONALE SUR LES UNS ET LES AUTRES N'ONT PAS MANQUE AU COURS DE CES DERNIERES SEMAINES : LA COMMUNAUTE DIPLOMATIQUE RESTREINTE (LE NONCE APOSTOLIQUE ET LES 4 PAYS OCCIDENTAUX OBSERVATEURS), OU PLENIERE, A MULTIPLIE LES CONTACTS EN INSISTANT SUR LES ECHEANCES, NOTAMMENT LE DEBAT AU CONSEIL DE SECURITE LE 5 JANVIER ET LE CALENDRIER FIXE AVEC LES INSTITUTIONS DE BREITON-WOODS. M. BOUTROS-GHALI S'EST POUR SA PART ENTRETENU PERSONNELLEMENT AVEC LE PRESIDENT HABYARIMANA. CES EFFORTS ONT ETE VAINS, LES PARTIES RWANDAISES NE CHERCHANT PAS A NEGOCIER MAIS A PRENDRE L'AVANTAGE TACTIQUE ET-PSYCHOLOGIQUE EN MULTIPLIANT LES MANOEUVRES ET LES ARGUTIES JURIDIQUES. UNE RENCONTRE ORGANISEE PAR LE REPRESENTANT SPECIAL DU SECRETAIRE GENERAL DES NATIONS-UNIES ENTRE LE CHEF DE L'ETAT ET LE FPR N'A PAS D'AVANTAGE ABOUTI. CEUX QUI ONT VU ALLER PLUS LOIN ET SUGGERER DES FORMULES DE COMPROMIS PRECISES Y ONT PERDU UNE PART DE LEUR CREDIBILITE SANS FAIRE PROGRESSER LE DEBAT. TEL A ETE LE CAS NOTAMMENT DES EVEQUES.

DANS CE CONTEXTE, LA VISITE DU MINISTRE REVETIRA UNE DIMENSION POLITIQUE IMPORTANTE. MME MICHAUX-CHEVRY RENCONTRERA LES PRINCIPAUX PROTAGONISTES : LE CHEF DE L'ETAT, BIEN ENTENDU, MAIS AUSSI MME UWILINGYIMANA, ACTUEL PREMIER MINISTRE MDR TRES PROCHE DE M. TWAGIRAMUNGU, M. LANDOALD NDASINGWA, MINISTRE DU TRAVAIL ET DES AFFAIRES SOCIALES ET DIRIGEANT DE LA "FACTION TUTSI" DU PL, ENFIN M. BIHOZAGARA, FUTUR VICE-PREMIER MINISTRE ET SECRETAIRE D'ETAT A LA RECONSTRUCTION NATIONALE, FPR. SA VISITE SERA SCRUTEE PAR LES UNS ET LES AUTRES QUI CHERCHERONT A S'ATTIRER NOTRE SOUTIEN OU CRITIQUERONT NOTRE "INGERENCE" SI NOUS NE PARAISSE PAS ACQUIS A LEURS THESES.

--O--

LA VISITE DU MINISTRE, SANS ENTRER DANS LE DETAIL DE LA QUERELLE, DEVRAIT ETRE L'OCCASION DE DELIVRER UN MESSAGE DE FERMETE A L'EGARD DE TOUTES LES PARTIES CONCERNEES : LES PROGRES OBTENUS JUSQU'A PRESENT -SIGNATURE DE L'ACCORD DE PAIX, ENGAGEMENT DE LA COMMUNAUTE INTERNATIONALE PAR LE BIAIS NOTAMMENT DE LA MINUAR- ONT ETE RENDUS POSSIBLES PAR L'EXPRESSION DE LA VOLONTE POLITIQUE DE TOUS LES INTERESSES RWANDAIS.

LA COMMUNAUTE INTERNATIONALE EST PRETE A POURSUIVRE SON EFFORT, POLITIQUE POUR ASSURER LE SUCCES DE LA MISE EN OEUVRE DES ACCORDS, ECONOMIQUE ET FINANCIER POUR PERMETTRE AU PAYS D'AMORCER SON REDRESSEMENT.

ENCORE FAUT-IL QUE LES RESPONSABLES RWANDAIS SE RESSAISISSENT ET METTENT FIN AUX JEUX ACTUELS. LES INSTITUTIONS DE LA TRANSITION DOIVENT ETRE MISES EN PLACE SANS TARDER. ELLES DOIVENT BENEFICIER DANS LE PAYS DU SOUTIEN POLITIQUE ET POPULAIRE LE PLUS LARGE POSSIBLE. LES SIGNATAIRES DES ACCORDS D'ARUSHA SONT TOUS LIES PAR CES ACCORDS ET DEVRONT ENSEMBLE MENER A BIEN LA TRANSITION. LES CALCULS POUR ELIMINER OU NEUTRALISER LES UNS OU LES AUTRES N'ONT DONC PAS LIEU D'ETRE.//

MARLAUD

DIFFUSION RESTREINTE